

LETTRE À MONSIEUR

Leçon d'histoire

(L'Histoire sert à comprendre le passé, à éclairer le présent et à anticiper l'avenir.)

C'est avec un profond respect que je vous adresse cette lettre, afin de solliciter votre aide précieuse et à travers vous à ceux qui, ces derniers temps, s'acharnent à rallumer le brasier de la guéguerre des langues en Algérie.

Monsieur le ministre, je vous ai connu très pertinent sur bien des aspects de la vie scolaire algérienne mais aussi d'une éducation irréprochable qui vous honore de ne point heurter vos interlocuteurs — y compris vos contradicteurs. Vous êtes un parfait bilingue, à l'aise aussi bien dans la langue de Naguib Mahfoudh (Nobel de littérature) et celle de Voltaire, le français. C'est le lot de tous vos anciens camarades de la prestigieuse élite du lycée franco-musulman dont vous êtes un pur produit. A ce titre, vous êtes en mesure de quantifier l'exacte profondeur de l'abîme où la langue arabe — mais aussi les autres langues enseignées — a été précipitée depuis l'arabisation totale de notre système scolaire. En 2004, inaugurant l'année judiciaire, le président Bouteflika ne disait-il pas que «notre système éducatif algérien produit des universitaires ne maîtrisant ni l'arabe ni le français» ? N'est-ce pas le constat le plus officiel qui soit, concernant l'évaluation d'environ

cette «nakba». Monsieur le ministre deux questions s'imposent. Qui a profité de cette arabisation initiée il y a de cela plus de 30 ans, les élèves des classes normales ou ceux des classes transitoires et quel est le profil sociologique (le statut des parents) de ces deux catégories d'élèves ? Et plus grave, quelles sont les retombées culturelles et politiques de cet apartheid qui continue à s'aggraver au vu et au su de tous ? Nous dirons que ce sont les enfants des familles démunies qui ont été les premières victimes, en se faisant orienter dans ces classes normales totalement arabisées. Au début des années 1990, nous leur avons même «offert» l'anglais au primaire pour mieux leur faire oublier le français et les rendre ainsi plus étrangers à leur société. Inédit dans les annales de l'éducation universelle ! Et là, ce n'est pas l'anglais au primaire qui dérange mais le fameux référendum scolaire d'exclusion initié. Ces enfants de l'apartheid ont fini par crier leur colère. Ne l'ont-ils pas montré par des grèves des plus dures, mais légitimes et c'est tout à leur honneur, quand une fois sortis de l'université vers les années 1980, ils ont trouvé les portes de l'emploi fermées à eux ? Avec des diplômes en sciences humaines (lettres arabes, sciences islamiques, droit et sciences de l'éducation), seule la Fonction publique (Education nationale, Intérieur, Justice et Culture et Information) recrutait le gros de ces diplô-

explosif ? Des dérives il y en a eu et elles persistent. Nous en citerons quelques-unes :

- Que dire de ce fossé linguistique entre le système scolaire et l'enseignement supérieur qui continue à s'élargir depuis plus de trente ans au profit des enfants des classes aisées socialement et/ou culturellement ? Par quel argument peut-on expliquer la démonétisation de la langue arabe, exclue de certaines filières universitaires de pointe (médecine, informatique, technologie) ? Ni la pédagogie ni les exigences des sciences de l'éducation encore moins le bon sens populaire ne sauraient donner un ersatz de justification à cette coupure linguistique entre l'école et l'université. Et pourtant, c'est le silence radio de la part des «défenseurs» (sic !) de la langue arabe. Et cela depuis plus de trente ans. Voilà un débat qu'il faut ouvrir en urgence, ici et maintenant.

- Pourquoi ce silence devant le mépris dans lequel baigne le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels qui recrute essentiellement les enfants des démunis ? Alors que la tendance mondiale est à la valorisation de cette voie professionnelle jusqu'à la hisser vers les filières d'ingénierie. Les mandarins du MERS, engoncés dans l'archaïque tradition jacobine française, refusent de reconnaître ce mérite aux diplômés des Instituts supérieurs de l'enseignement professionnel. La solution existe. Il faut penser un jour changer de vocable et intégrer l'enseignement professionnel à l'enseignement secondaire technologique pour mieux le réhabiliter et transformer les écoles de formation professionnelle en écoles d'apprentissage aux métiers rattachées au ministère du Travail et de l'Emploi. «Nous ne pouvons oublier les fondations sur lesquelles repose cet apartheid annoncé : la coexistence duale école publique/école privée. Les enfants scolarisés dans cette dernière ont de la chance puisqu'ils y apprennent le français dès l'âge de trois ans se préparant ainsi aux études universitaires de prestige. Et ceux des familles déclassées ? Loin d'apprendre le français, ils iront à l'école publique vers l'âge de cinq ans — et encore ! — ou dans les écoles coraniques à partir de quatre ans. Ces enfants là sont programmés pour ne pas fréquenter les filières universitaires scientifiques.

N'est-ce pas là un apartheid qui ne dit pas son nom ? Dans les tribulations passées et récentes de notre ministère en charge de l'éducation, je ne peux m'empêcher d'évoquer l'appréciation, pleine d'ironie, de cet inspecteur de mathématiques marocain rencontré en pleine fièvre révolutionnaire de l'arabisation (1992) : «On a appris que vous avez réalisé l'exploit d'arabiser tout le cursus scolaire d'une seule traite en douze ans. Bravo ! C'est vraiment une

Par Ahmed Tessa, pédagogue
et ancien normalien
ahmtessa@yahoo.fr



ou l'anglais. Un grand nombre quitta le métier pour aller sous d'autres cieux. La majorité se mit à apprendre rapidement l'arabe pour enseigner leur discipline de spécialité — et de quelle manière ! C'est ce même processus «révolutionnaire» qui a prévalu à l'université dès la fin des années 1960 avec l'arabisation des sciences humaines.

L'école algérienne inaugurait une découverte pédagogique que nous envierait le Guinness des records. La langue d'enseignement, l'arabe classique, est employée en faible quantité, noyé dans l'arabe algérien, le tamazight et quelques bribes de français. Cette langue d'enseignement «sabirisée» est devenue la norme dans nos salles de classe, après plus de trois décennies d'arabisation. Cette «sabirisation» de l'arabe classique est institutionnalisée via les encarts publicitaires des grandes marques commerciales publiques et privées.

Sans susciter de réaction de la part des défenseurs de la langue arabe, ces sociétés commerciales ont latinisé la graphie arabe et algérianisé son message du genre : «maak ya el dzaïr» ; «bladi fi kalbi». Une belle pédagogie pour détourner les élèves de l'arabe classique et les détourner de toute langue structurée.

Les dégâts innombrables de cette sabirisation étaient prévisibles, évaluable d'avance pour le long terme.

Nous sommes le seul pays au monde où les enseignants des matières scientifiques utilisent un sabir (mélange de français et d'arabe dialectal) pour transmettre un discours scientifique connu pour être exigeant en matière de rigueur et de précision. Alerté par ses cadres les plus consciencieux, le ministre en poste durant ces années de «fièvre révolutionnaire» (années 1980/90) ne cessait de répondre à chaque

Les dégâts innombrables de cette sabirisation étaient prévisibles, évaluable d'avance pour le long terme. Nous sommes le seul pays au monde où les enseignants des matières scientifiques utilisent un sabir (mélange de français et d'arabe dialectal) pour transmettre un discours scientifique connu pour être exigeant en matière de rigueur et de précision.

révolution». En effet, contrairement à l'Algérie qui défiait les lois de la gravité, le Maroc et la Tunisie respectaient les précautions d'usage. Ils s'offraient le luxe de la rationalité et du pragmatisme. En arabisant à la va-vite les mathématiques, la physique, la chimie, la technologie et les sciences — y compris les symboles universels — le comble ! — les autorités obligeaient les enseignants de ces disciplines à s'arabiser l'espace d'un... trimestre d'été. Oui seulement trois petits mois pour se reconverter en enseignant de mathématiques en arabe. Malgré leur bonne formation de base (en français) et leur amour du métier, rares étaient ceux qui maîtrisaient la langue de Taha Hussein. On se retrouvait avec des reconversions hallucinantes dont les conséquences perdurent encore.

Des enseignants formés en français (mathématiques, sciences, physiques...) se virent contraints d'enseigner l'arabe au primaire

réunion : «Pour moi, l'essentiel est la généralisation immédiate de la langue arabe dans toutes les disciplines et à tous les niveaux. Peu m'importe les autres décisions d'ordre technique que vous pouvez prendre». Monsieur le ministre, au début des années 1990, vous avez essayé, lors de votre passage au ministère de l'Education, de redorer le blason terni de cette langue malmenée. Je me souviens de cet épisode où à partir d'un article paru dans la défunte revue *Révolution Africaine*, vous avez lancé une vaste opération de remise à niveau en mathématiques des inspecteurs d'arabe du primaire. En vain ! Le mal était trop profond et, depuis, il n'a fait que s'aggraver monsieur le ministre. L'auteur de l'article décrivait le désarroi de ce corps (les inspecteurs d'arabe du primaire) à chaque visite d'inspection chez leurs enseignants.

quarante années d'arabisation au forceps ? Le courroux présidentiel venait confirmer les alertes des spécialistes et de la vox-populi. Pour lever toute équivoque et ne pas laisser les trompettes de l'inquisition sonner la charge de la haine, je tiens à préciser que ce n'est pas la langue arabe en tant que telle qui est responsable de cette «nakba de l'école» (catastrophe), mais les idéologues qui avaient ordonné et exécuté cette opération insensée.

Une opération que l'on disait révolutionnaire, pour titiller la fibre sensible — et non pas l'intelligence — de la majorité des Algériens qui, il faut le dire, était analphabète à l'époque. Cette majorité n'a pas compris les enjeux. Elle a avalisé — pouvait-elle faire autrement pendant ces années de plomb ? — une arabisation précipitée et irréflectée, totalement dénuée de toute démarche scientifique et vide, ne serait-ce que de bon sens pédagogique.

Monsieur le ministre, vous êtes très bien placé pour savoir que les politiciens de l'extrême unique, initiateur de cette dérive, ne croyaient nullement au succès de cette action «révolutionnaire». Qu'à cela ne tienne, les pédagogues officiels ont fait en sorte de sauver les enfants de la nomenclature (et les leurs) de cette noyade collective annoncée et programmée. Ils auront la «lumineuse» idée de mettre en place un système bicéphale. D'abord, en intégrant dans le système scolaire, les classes de l'enseignement originel (un doux euphémisme pour désigner l'enseignement des zaouïas et des écoles coraniques). Durant les années 1970 jusqu'à la fin des années 1980, ce sera la coexistence des classes dites normales totalement arabisées avec les transfuges de l'enseignement originel et celles dites transitoires ou bilingues qui enseignaient les mathématiques, la physique/chimie et les sciences en langue française. Ainsi se mettaient en place le cadre conceptuel et les dispositifs pédagogiques de ce qui va s'apparenter à un apartheid scolaire et plus tard, universitaire, prélude à la *nakba* de l'école algérienne. Comme en éducation scolaire, c'est le long terme qui donne à voir l'impact d'une décision ponctuelle, en 2014, nous sommes en plein dans cet apartheid et dans

més. Les salaires étaient faibles à l'époque. Frustrés par cet apartheid linguistique et scolaire, ils se vengeront de manière sanguinaire quelques années plus tard. Aurait-ils accepté, eux et leurs parents, d'être arabisés de la sorte pour finir au chômage ou à des postes sous-payés alors que les enfants bien nés se pavanaient dans les prestigieuses filières universitaires ? Aurions-nous sur les bras ces boucheries collectives qui ont ensanglanté ce qui fut le fier pays des martyrs ? Les enfants du peuple, les frères et sœurs des anciennes promotions d'arabisés «de force» (celle de 1970-1980) subissent encore de nos jours les retombées de l'effet 1981. Ce qui risque à échéance de nous valoir les mêmes conséquences sanglantes — les mêmes causes produisant les mêmes effets. Actuellement, avec un bac «mention excellent», ils sont linguistiquement «inaptes au service» pour poursuivre des études en médecine, pharmacie, polytechnique, stomatologie. Les professeurs d'université vous raconteront le calvaire de ces brillants bacheliers (selon la norme scolaire) qui abandonnent la filière, dès la première année. Les disciplines scientifiques et technologiques sont enseignées en français.

Cette langue, ils l'ont «subie» durant toute leur scolarité, soit par absence d'enseignant, soit par un enseignant faiblement préparé au métier et lui-même handicapé dans cette langue (voir Madame la «douane» ou la fameuse lettre de cet étudiant de 5^e année d'ingénieur de l'USTH Bab Ezzouar, publiée par le radar de *Liberté* en 2013). Le déficit dans cet enseignement de la langue française s'explique aussi par les croisades à la «Boko Haram» qui lui sont cycliquement destinées : les assassins d'enseignants de français, l'interdiction faite aux élèves d'apprendre cette langue de *kouffar*. Sans oublier les mauvais choix de méthode d'enseignement de cette langue. J'ai du mal à imaginer un homme de votre trempe cautionner ces vociférations d'un autre âge. N'est-il pas étonnant que cette énergie de haine ne soit pas mise à profit pour dénoncer les dérives qui ont amené cet apartheid linguistique et scolaire, augurant un apartheid social